



CHAPITRE 66

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Hyacinthe a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Résolution validée.

1. La résolution du conseil de la cité de Saint-Hyacinthe, adoptée le 15 octobre 1957, fixant toutes taxes municipales, de toute nature quelconque, générales ou spéciales, ainsi que les taxes d'affaires et d'eau qui doivent être payées par la "Griffin Steel Foundries Limited", corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Saint-Hyacinthe, sur ses terrains, édifices, propriétés, machineries et accessoires, à la somme de trois mille dollars par année, pendant une période de cinq ans, à partir du premier janvier 1958 et, déterminant de la même façon et proportionnellement à leur superficie en pieds carrés, celles à être payées par ladite compagnie dans le cas de nouvelles constructions durant la même période est validée et confirmée.

CHAPTER 66

An Act to amend the charter of the city of Saint-Hyacinthe

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

WHEREAS the city of Saint-Hyacinthe has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 24 George V, chapter 94, and the acts amending the same be again amended for the purpose of giving it more ample powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Resolution validated.

1. The resolution of the council of the city of Saint-Hyacinthe, passed on the 15th of October, 1957, fixing all municipal taxes, of every nature whatever, general or special, as well as the business tax and the water-rate to be paid by "Griffin Steel Foundries Limited", a corporation legally constituted having its principal place of business at Saint-Hyacinthe, on its lands, buildings, property, machinery and accessories, at the sum of three thousand dollars per annum, for a period of five years from and after the first of January, 1958 and, determining in the same manner and in proportion to their area in square feet, those to be paid by the said company in the case of new constructions during the same period is validated and confirmed.

Résolu-
tion
validée.

2. La résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, adoptée le 18 octobre 1957, fixant toutes taxes scolaires, de toute nature quelconque, générales aussi bien que spéciales, qui doivent être payées par la "Griffin Steel Foundries Limited", sur ses terrains, édifices, propriétés, machineries et accessoires, à la somme de deux mille dollars, par année, pendant une période de cinq ans, à partir du premier juillet 1958 et déterminant de la même façon et proportionnellement à leur superficie en pieds carrés, celles à être payées par ladite compagnie dans le cas de nouvelles constructions durant la même période est validée et confirmée.

2. The resolution of the school commissioners for the municipality of the village of Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, passed on the 18th of October, 1957, fixing all school taxes, of every nature whatever, general as well as special, to be paid by "Griffin Steel Foundries Limited", on its lands, buildings, property, machinery and accessories, at the sum of two thousand dollars per annum, for a period of five years from and after the first of July, 1958 and determining in the same manner and in proportion to their area in square feet those to be paid by the said company in the case of new constructions during the same period is validated and confirmed.

Resolu-
tion vali-
dated.

S.R.,
c. 233,
a. 30, am.
pour la
cité.

3. L'article 30 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 4 de la loi 24 George V, chapitre 94, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Modifi-
cation de
bornes.

"Le conseil peut, par règlement, modifier les bornes des quartiers. Un tel règlement est sans effet s'il n'est pas approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

3. Section 30 of the Cities and Towns Act, enacted, for the city, by section 4 of the act 24 George V, chapter 94, is amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

S.R.,
c. 233,
s. 30, am.
for city.

"The council may, by by-law, change the boundaries of wards. Such by-law shall be ineffective unless approved by the Lieutenant-Governor in Council."

Change of
bound-
aries.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

4. L'article 64 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 89, et par l'article 4 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 73, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

4. Section 64 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 5 of the act 14 George VI, chapter 89, and by section 4 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 73, is again replaced, for the city, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for city.

Services
gratuits.

"64. Les échevins ne reçoivent pour leurs services, ni salaire, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

Frais de
repré-
sentation,
échevins.

Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant, à titre de frais de représentation, une somme n'excédant pas six cents dollars par année.

Maire.

Le maire reçoit annuellement, à titre de frais de représentation, une somme de deux mille cinq cents dollars.

Pension.

Toute personne qui, à compter de l'année 1930, aura occupée ou occupera la charge de maire ou d'échevin pendant une période d'au moins vingt-cinq ans, aura droit, sa vie durant, à une pension annuelle, incessible et insaisissable de deux mille dollars. Ladite pension sera payable d'avance, par versements mensuels égaux, le premier de chaque mois,

"64. The aldermen shall not receive any salary or indemnity, in any form whatsoever, for their services.

Services
gratui-
tous.

Nevertheless, the council may, by a two-thirds vote of the aldermen, enact a by-law to provide, as entertainment expenses, a sum not exceeding six hundred dollars per annum.

Ente-
tainment
expenses,
aldermen.

The mayor shall receive annually, as entertainment expenses, a sum of two thousand five hundred dollars.

Mayor.

Every person who, since the year 1930, shall have held or shall hold the office of mayor or alderman for a period of at least twenty-five years, shall be entitled, for life, to an annual, untransferable and not seizable pension of two thousand dollars. The said pension shall be paid in advance, in equal monthly instalments, on the first of each month, commencing the first

Pension.

à partir du premier mois suivant la fin de l'exercice de ladite charge." month following retirement from the said office."

S.R.,
c. 233,
a. 68, am.
pour la
citée.
Consti-
tution.

5. L'article 68 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:
"Les commissions permanentes sont constituées, pour trois années, à la première séance qui suit les élections générales, et les commissions spéciales, en tout temps où il est nécessaire ou utile de les former."

5. Section 68 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing the second paragraph by the following:
"The permanent committees shall be appointed for three years at the first sitting after the general election, and special committees at any time whenever necessary or expedient."

R.S.,
c. 233,
s. 68, am.
for city.
Appoint-
ment.

S.R.,
c. 233,
a. 143,
rempl.
pour la
citée.

6. L'article 143 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 21 de la loi 24 George V, chapitre 94, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

6. Section 143 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 21 of the act 24 George V, chapter 94, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for city.

Greffier
spécial.

"143. Si le troisième jour du mois d'août, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer cette liste."

"143. If the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, by the third day of August, the Magistrate's Court or the district judge presiding over the same or, in the event of the absence of such judge or of his inability to act, a judge of a neighbouring district, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare such list."

Special
clerk.

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la cité.
Salles de
danse, etc.

7. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 5^a, par le suivant:

7. Section 428 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 5a, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 428,
am. for
city.

"5^a Pour réglementer les salles de danse publiques, les salles de pool, de billard et de quilles, et tout autre lieu public d'amusement dans la municipalité.

"5a. To regulate public dance halls, pool rooms, billiard rooms, bowling alleys, and every other public place of amusement within the municipality.

Dance-
halls, etc.

Permis
prohibé.

Nul permis ou licence ne peut être accordé, en vertu de quelque loi que ce soit, pour tenir une salle de danse publique, une salle de pool, de billard ou de quilles ou toute autre salle publique d'amusement dans la municipalité à l'encontre des dispositions d'un règlement adopté en vertu du présent paragraphe."

No permit or licence may be granted, under any law whatever, to keep any public dance-hall, pool room, billiard room, bowling alley or any other public place of amusement in the municipality contrary to the provisions of a by-law made under this paragraph 5a."

Permit
prohi-
bited.

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la cité.

8. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 6^o, le paragraphe suivant:

8. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 6, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
city.

"6^a Pour réglementer ou prohiber les restaurants ambulants, les roulottes ou

"6a. To regulate or prohibit itinerant restaurants, trailers or vehicles used as

Itinerant
restau-

Restau-
rants am-

bulants,
etc.

véhicules servant de restaurants ou dans lesquels on fait la préparation, la cuisson ou la vente de patates frites ou autres produits alimentaires quelconques, pour en limiter le nombre, en interdire l'exploitation dans ou près des rues, ruelles, places ou parcs publics, ailleurs que dans un établissement porté au rôle d'évaluation et annuler en tout temps le permis accordé à cette fin. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra rembourser une partie du coût de la licence payée correspondant à la période restant à courir sur l'année de permis."

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la cité.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

Rôle sur
fiches, etc.

"**485a.** Le conseil peut ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou de feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du trésorier ou du greffier ou de l'assistant de l'un ou de l'autre. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales de l'un ou l'autre."

S.R.,
c. 233,
aa. 488a-
488b, aj.
pour la
cité.

Réduction
d'évaluation.

10. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 488, les suivants:

"**488a.** La cité peut, sans préjudice de la loi 12 George VI, chapitre 7 et ses amendements, par règlement, pour fins d'imposition foncière municipale, réduire, pendant une période de trente ans, d'un montant n'excédant pas vingt pour cent de leur valeur réelle, l'évaluation de toutes habitations unifamiliales, habitées par le propriétaire porté au rôle d'évaluation. Cette réduction de valeur ne peut dépasser la somme de deux mille dollars.

Idem.

"**488b.** La cité peut, par règlement, pour fins d'imposition foncière municipale, réduire, d'un montant non inférieur à cinquante pour cent de leur valeur réelle, l'évaluation des machineries et accessoires

restaurants or in which fried potatoes or other food products are prepared, cooked or sold, to limit the number thereof or forbid the operation of the same in or near the streets, lanes, squares or public parks elsewhere than in an establishment entered on the valuation roll and to cancel at any time a permit granted for such purpose. However, in case of cancellation, the city shall remit a part of the cost of the permit paid, corresponding to the period remaining unexpired under the same."

9. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 485, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for city.

"**485a.** The council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the treasurer or of the clerk or of the assistant of either. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll provided mention thereof is made on each under the initials of one of such officers."

Roll on
index-
cards, etc.

10. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 488, the following:

R.S.,
c. 233,
ss. 488 -
488b,
added
for city.

"**488a.** The city may, without prejudice to the act 12 George VI, chapter 7 and its amendments, by by-law, for purposes of real estate municipal assessment, reduce, during a period of thirty years, by an amount not exceeding twenty per cent of their actual value, the valuation of all one-family dwellings, inhabited by the proprietor entered on the valuation roll. Such reduction in value shall not exceed two thousand dollars.

Reduction
of valuation.

"**488b.** The city may, by by-law, for purposes of real estate municipal assessment, reduce, by an amount not less than fifty per cent of their actual value, the valuation of the machinery and

Idem.

qui sont immeubles par destination ou qui le seraient, s'ils appartenaient au propriétaire du fonds."

S.R.,
c. 233,
a. 517,
ramp.
pour la
citée.
Intérêt
sur les
taxes.
Pas de
remise.

11. L'article 517 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"517. Le conseil est autorisé à décider que les taxes portent intérêt à un taux annuel n'excédant pas six pour cent.

Sauf les dispositions de l'article 579, il n'est pas au pouvoir du conseil ou des officiers municipaux de faire remise des taxes ni des intérêts sur ces taxes.

Taux
inférieur.

Toutefois, le conseil peut, par résolution, décréter un taux d'intérêt inférieur à celui ci-dessus prévu.

Escompte.

Le conseil peut également, par résolution, accorder un escompte n'excédant pas cinq pour cent, à tout contribuable qui acquitte ses taxes avant échéance."

S.R.,
c. 233,
a. 599d,
aj. pour
la cité.

12. La Loi des cités et villes modifiée, pour la cité, par l'article 73 de la loi 24 George V, chapitre 94, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 74, et par l'article 8 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 81, est de nouveau modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 599c, l'article suivant:

Emprunt
autorisé.

"599d. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité est autorisée à emprunter, par règlement, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, une somme n'excédant pas soixante-quinze mille dollars pour défrayer le coût de confection d'un rôle d'évaluation scientifique."

S.R.,
c. 233,
a. 667,
ramp.
pour la
citée.
Somma-
tion.

13. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant l'article 667, par le suivant:

"667. Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction contre les dispositions de la présente charte, ou d'un des règlements du conseil, et que cette personne ainsi accusée n'a pas été arrêtée à vue, elle peut être sommée par un bref de comparaître devant la cour pour répondre à la plainte, qui doit être énoncée d'une manière claire et précise dans le

accessories which are immovable by destination or would be so if they belonged to the owner of the ground."

11. Section 517 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 517,
replaced
for city.

"517. The council is authorized to decide that taxes shall bear interest at an annual rate not exceeding six per cent.

Interest
on taxes.

Subject to section 579 neither the municipal council nor its officers may remit any taxes or the interest thereon.

No re-
mission.

The council may, however, by resolution, enact a lower rate of interest than that above provided.

Lower
rate.

The council may also, by resolution, grant a discount not exceeding five per cent to any ratepayer paying his taxes before they are due."

Discount.

12. The Cities and Towns Act amended, for the city, by section 73 of the act 24 George V, chapter 94, by section 2 of the act 15-16 George VI, chapter 74, and by section 8 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 81, is again amended, for the city, by adding, after section 599c, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 599d,
added
for city.

"599d. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city is authorized to borrow, by by-law, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, a sum not exceeding seventy-five thousand dollars, to pay the cost of making a scientific valuation roll."

Loan au-
thorized.

13. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing section 667, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 667,
replaced
for city.

"667. Whenever any person is accused of an offence against the provisions of this charter, or of any by-law of the council, and such person has not been arrested on view, he may be summoned by a writ to appear before the said court, to answer the complaint, which shall be clearly and explicitly set forth in the writ; and such writ shall be served upon the

Summons.

bref; ledit bref est signifié au défendeur par un huissier ou un constable ou par pli recommandé, adressé au défendeur incluant copie de ce bref; pourvu toujours que, lorsqu'il s'agit d'une infraction punissable d'amende ou d'emprisonnement en vertu de la charte ou d'un règlement, il soit permis de procéder contre le défendeur, soit par un bref, comme susdit, soit par un mandat d'arrestation émis par le recorder sur affidavit reçu devant lui."

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

defendant by any bailiff or constable or by registered letter addressed to the defendant and including a copy of such writ; provided always that, in all cases of offences for the commission whereof a fine or imprisonment is imposed under the charter or any by-law, it shall be lawful to proceed against the defendant either by a writ, as aforesaid, or by warrant of arrest issued by the recorder upon affidavit made before him."

14. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.